

La décision du mois : Cour d'Appel de Nîmes - 25 octobre 2011

Un groupe spécialisé dans l'industrie des câblages électriques possède plusieurs entreprises, dont l'une dans le Gard qui compte 35 salariés.

Le Groupe possède deux autres entreprises en France et une usine en Tunisie.

Au motif que la vie économique, la concurrence internationale et le coût des matières premières mettraient en péril la compétitivité du Groupe et nécessiteraient une restructuration, le Groupe décide de fermer l'entreprise gardoise et de licencier tout le personnel du site pour motif économique.

La Cour d'Appel de Nîmes, par Arrêt du 25 octobre 2011, constate qu'il ne résulte d'aucun élément que la société dont l'activité a cessé connaissait des difficultés économiques ni une menace précise et immédiate sur sa compétitivité, et juge que dans ces conditions, il n'est pas établi que la fermeture de l'entreprise de Vauvert était destinée à la sauvegarde de la compétitivité du secteur d'activité du Groupe auquel elle appartenait, et octroie des dommages et intérêts aux salariés pour licenciement sans cause réelle et sérieuse.

Il ne suffit donc pas à l'employeur de prétendre, d'une manière abstraite et générale, que sa compétitivité serait menacée par la conjoncture économique ou la concurrence inhérente à l'économie de marché ; il lui appartient de justifier, concrètement et objectivement, de l'existence d'une véritable menace rendant nécessaire des licenciements économiques.